

Du Fils du Ciel au Secrétaire général du parti communiste : la conception du pouvoir politique en Chine

Marianne BASTID-BRUGUIÈRE
Membre de l'Institut

Messieurs les Chanceliers,
Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire perpétuel,
Chères Consœurs et chers Confrères,

Un voyageur arabe débarquant à Canton en 851, sous la brillante dynastie des Tang, écrivait ceci :

« L'Empereur de la Chine ne paraît en public que tous les dix mois : et il dit que s'il se faisait voir plus souvent aux peuples, ils perdraient le respect qu'ils ont pour lui. Car il tient pour maxime que les principautés ne subsistent que par la force, et que les peuples ne connaissent pas la justice, qu'ainsi il faut employer avec eux la force et la violence, afin de maintenir parmi eux la majesté de l'Empire. »¹

La version anglaise de ce récit, qui avait été traduit de l'arabe par Eusèbe Renaudot et avait paru à Paris en 1718, était republiée en 1832 par Bridgman, premier missionnaire américain en Chine, dans le premier numéro du *Chinese Repository*, la première revue d'information sur la Chine, qu'il lançait à Canton. Au propos de l'auteur arabe, Bridgman ajoutait ce commentaire :

« On garde toujours cette maxime que le peuple ne sait pas ce qu'est la justice, et que la contrainte et la violence doivent préserver la majesté de l'Empire ».²

Beaucoup de citoyens chinois aujourd'hui seraient tentés de dire la même chose. Au début de ce mois, un éditorialiste chinois en vue écrivait :

« Nous sommes à peu près passés de l'économie planifiée à l'économie de marché ; mais le point fondamental de la réforme de notre système politique est que, aussi bien du point de vue des concepts que du point de vue des garanties institutionnelles, nous passons du « pouvoir politique sorti du canon du fusil », des « attaques des fleuves et montagnes pour occuper le terrain », à un pouvoir qui soit conféré par le peuple. Sans ce changement, il est impossible d'approfondir la réforme du système économique, culturel,

¹ *Anciennes relations des Indes et de la Chine de deux voyageurs mahométans qui y allèrent dans le neuvième siècle*, traduites d'arabe, avec des remarques sur les principaux endroits de ces relations, par Eusèbe Renaudot, (Paris, Coignard, 1718), p. 30.

² *The Chinese Repository*, t.1, vol.1 (mai 1832), p.12

environnemental, et encore plus difficile de conduire en profondeur une réforme sociale visant à une société citoyenne.

Remplacer par une démocratie constitutionnelle le cycle incessant de troubles et de trêves, de couronnements et massacres de bandits qui caractérisent dynasties et hégémonies, voilà l'aspiration constante de générations et générations d'hommes généreux et courageux dans notre pays, depuis les temps modernes. Depuis plus de trente ans de réforme et d'ouverture, nous avons appelé sans relâche à approfondir la réforme du système politique, c'est précisément pour mettre pleinement en œuvre un gouvernement reposant sur la constitution, qui fasse du peuple le vrai maître, qui confine le pouvoir dans le cadre des institutions, qui limite efficacement le désir des dirigeants d'étendre leur pouvoir, ainsi que les frénésies d'exercice arbitraire du pouvoir, afin de garantir parfaitement, à l'ensemble du peuple, la jouissance de tous les droits civiques que lui accorde la constitution. »³

Ces observations de témoins extérieurs et intérieurs semblent justifier l'énorme sujet que m'a confié notre président, et qui concerne, du néolithique à nos jours, un espace plus vaste que l'Europe, et très mouvant. Si l'on convient d'appeler « Chine » cet espace d'Asie orientale, la réponse à la question posée paraît simple : dans les faits, la conception du pouvoir politique en Chine a toujours été et est encore l'exercice, voire le monopole, de la force armée, de la violence. La continuité est parfaite.

Elle se résume dans la formule de Mao Zedong qui était exactement : « Il faut comprendre qu'on prend et détient le pouvoir politique grâce au canon du fusil ». C'est un propos qu'il a tenu le 7 août 1927 à une réunion d'urgence du Comité central du parti communiste chinois tenue à Wuhan pour faire le bilan de la défaite subie par les communistes, décimés par la terreur blanche lancée par les nationalistes. Alors que les vingt membres présents se disputaient pour savoir qui avait été droitier et avait soutenu l'alliance avec les Nationalistes, Mao intervient sur une position toute différente en disant que la grande erreur avait été de ne pas avoir constitué une armée communiste. C'est du reste ce qu'il s'appliquera à faire quelques mois plus tard en se réfugiant dans les monts Jinggang au Jiangxi. Le texte ne se trouve pas dans ses *Œuvres choisies*. Le procès-verbal de la réunion, où figure la phrase, est conservé dans les archives du parti.⁴

Cette vision donne l'idée d'un pouvoir politique agissant comme une sorte de coup d'État permanent, tout puissant, toujours autoritaire et absolu. Mais comment se fait-il que la force ait pu rester ainsi le fondement, l'essence même du pouvoir, alors que les formes politiques ont subi un bouleversement majeur, ne serait-ce qu'au cours du dernier siècle, en passant du pouvoir personnel d'un empereur héréditaire à celui du chef élu d'un parti communiste ?

Le rôle que garde l'usage illimité de la force et la contrainte dans l'exercice du pouvoir politique en Chine relève en partie d'une histoire dont il faut essayer d'éclairer certaines circonstances ou traits particuliers.

³ Zhou Ruijin 周瑞金, « 政权的合法性系于民心向背 » (La légitimité du pouvoir politique dépend du soutien ou de l'opposition populaire), *Yanhuangchunqiu* 炎黄春秋 (Annales de l'empereur Yan et de l'empereur Jaune), 9 septembre 2020 : http://www.yhcqw.com/32/10034_2.html

⁴ En chinois : 须知政权是由枪杆子中取得的. On peut trouver le facsimile du compte-rendu manuscrit de la réunion du 7 août 1927 et un article sur le document sur le site des archives du Comité central : http://www.zgdazxw.com.cn/culture/2019-09/06/content_295220.htm

Je vous propose donc de faire d'abord un retour sur les origines du pouvoir politique en Chine et d'examiner l'héritage de l'empire du point de vue de la conception du pouvoir politique, c'est-à-dire les grandes notions qu'il a ancrées et laissées, ainsi que les mots pour les dire : principe d'unité et d'intégration du monde humain, principe d'un pouvoir unique, sans partage, indivisible ; principe de suprématie absolue de ce pouvoir, ce qui signifie suprématie du pouvoir politique sur tous les autres, et primauté du politique.

Dans une deuxième partie, nous observerons les innovations introduites successivement par le régime communiste dans l'exercice du pouvoir, du point de vue des hiérarchies d'initiative et de contrôle. Nous terminerons par l'analyse du retour actuel à un système d'hégémonie du parti communiste, avec un genre de « principat » selon les catégories de Bertrand de Jouvenel⁵, en essayant de mesurer son emprise et son efficacité réelle.

1. L'héritage du passé impérial : les principes d'unité, d'indivisibilité et de suprématie du pouvoir politique

Dans son exposé introductif à nos enquêtes sur le pouvoir, Jean Baechler classait le pouvoir de la Chine ancienne et impériale dans la catégorie « hiéocratique ». Ce qualificatif est contestable. En effet, le Ciel qui lui semble fonder le droit à régner, et auquel se réfère aussi l'appellation de Fils du Ciel que portent les souverains, ce Ciel n'est pas un Dieu, ni une divinité. Il n'est pas certain qu'il soit le titulaire transcendant du pouvoir et que le souverain soit son vicaire. Le culte du Ciel, que seul pratique l'empereur, est une fabrication tardive.

Les fouilles archéologiques et les nombreux travaux consacrés au sujet - notamment le déchiffrement de milliers d'inscriptions oraculaires sur écailles de tortue et os datant de la dynastie Shang entre 1400 et 1100 avant notre ère, puis sur bronze après cette date -, ont mis en évidence que la royauté apparue dans le bassin du moyen fleuve Jaune au cours du II^e millénaire avant notre ère a pour origine la famille. Elle est une extension de cette institution. Le pouvoir du souverain est dérivé du pouvoir du chef de famille qui conduit le culte familial des ancêtres, et ce qui est désigné plus tard comme le Ciel est le lointain ancêtre commun. Les structures familiales très originales, et dont la forte influence s'est perpétuée sur le pouvoir politique au long de l'histoire, donnent à l'ethnie sa cohésion, avec une hiérarchisation de rangs très précise, qui distingue toujours entre aîné et cadets, et qui suit exactement les relations de parenté. L'ordre selon l'aînesse est devenu le support de l'ordre social. Le roi est considéré comme le père de l'ethnie, héritier de la puissance de l'ancêtre fondateur. Il est le seul vrai père. Le mot qui le désigne en porte le signe.

En effet, tous les autres pères sont désignés comme *fu* 父, appellation donnée indistinctement à tout individu de la génération supérieure, père ou oncle à quelque degré que ce soit.⁶ L'étymologie du caractère *wang* 王 qui désigne le souverain n'est pas du tout celle inventée par Dong Zhongshu 董仲舒 (179-104 avant notre ère) et répétée à l'envi partout : trois traits horizontaux superposés représentant le Ciel, l'Homme et la Terre, reliés entre eux par un trait vertical, le souverain, qui les met en communication. Dong Zhongshu accompagnait son explication d'une citation de Confucius, « l'un qui joint les trois, c'est le roi »,

⁵ Bertrand de Jouvenel, « Du Principat », *Revue française de science politique*, décembre 1964, vol. 14, n°6, pp. 1053-1086.

⁶ Le père d'un enfant est dit *fuqin* 父亲, l'oncle paternel *bofu* 伯父, l'oncle maternel *jiufu* 舅父.

qui ne se trouve nulle part dans ses textes et provient probablement d'un apocryphe.⁷ En outre, son explication porte sur une forme tardive du caractère. La graphie primitive (qu'on trouve seule sur les inscriptions anciennes) est un Y à l'envers posé sur un trait horizontal et barré d'un tiret au niveau de la fourche des deux branches. Plus tard, un deuxième tiret s'ajoute au milieu du trait vertical et parfois un troisième. L'interprétation admise aujourd'hui est qu'il s'agit d'un être humain dont le caractère mâle est souligné car la partie supérieure du dessin est la graphie du mot *shi* 士, qui, à l'origine, désigne le mâle. Cette virilité par excellence reconnue au souverain doit être entendue au sens de paternité. Il est « le viril » parce qu'il est considéré comme le père de l'ethnie, héritier de la puissance de l'ancêtre fondateur. À ce titre, il est le vrai et unique père de la communauté.

C'est sous la dynastie suivante, celle des Zhou (1111-770) qu'apparaît la dénomination « Fils du Ciel » pour désigner le souverain. Le Ciel est représenté par un caractère (*tian* 天) qui est une variante d'un homme grand (大). Il se substitue au Souverain d'en haut, *di* 帝, Être suprême, auquel sous les Shang était rendu un culte de rite ancestral. Mais le sacrifice au Ciel dans la banlieue sud de la capitale, accompli par l'empereur lui-même, censé légitimer son autorité, et dont on a souvent fait la clef de voûte du système impérial, ce sacrifice exclusivement permis à l'empereur, a été inventé de toutes pièces par les lettrés de la cour des Han. Dong Zhongshu, principal inventeur, prétendait que le rite oublié remontait à la plus haute antiquité et avait été pratiqué par tous les sages souverains des origines. Son but, et celui des lettrés autour de lui, était d'exclure l'influence des cultes locaux, que les souverains allaient souvent visiter, et surtout d'évincer le pouvoir des « magiciens » *fangshi* 方士 qui célébraient et propageaient ces cultes. À côté de l'orthodoxie, fondée uniquement sur les classiques confucéens, ces lettrés de la cour sous la dynastie des Han ont réussi à créer un culte d'État supérieur à tous les autres.⁸ C'est seulement en 31 de notre ère que fut célébré le sacrifice au Ciel dans la banlieue sud. Jusque-là, le sacrifice dans la banlieue sud restait dédié à Taiyi 太一, Un suprême ou Grand Un, qui désigne l'unité originelle des êtres (selon le *Yijing*, Classique du changement).

Ce qu'il faut surtout retenir de cette incursion cavalière dans l'antiquité, c'est d'abord que dans la culture chinoise le pouvoir est une affaire d'êtres humains concrets, pas d'idées abstraites ou de puissances invisibles – on ne voit pas de Yahveh des Hébreux qui intervient sans cesse, ni de Dieu de Saint Paul qui est une limitation parce que le détenteur du pouvoir doit constamment lui rendre compte. La formule est *ren zhi* 人治: l'homme (l'être humain, les hommes) gouverne (-nt, ou régule, -nt). L'autre point à remarquer est que dans le corpus énorme de textes anciens relatifs au passé de la Chine, on trouve, d'une part, des annales qui relatent soigneusement et sèchement les événements, selon un ordre strictement chronologique, sans que l'enchaînement temporel ne soit en rien suggéré comme causal ; et d'autre part, un discours sur ce qui s'est passé, qui est parfois l'opinion de l'auteur sur les événements, mais qui, le plus souvent, rapporte ce qu'il est convenu de dire des événements survenus, la manière dont ils étaient représentés, parfois au moment même, parfois longtemps après.

⁷ Sur cette question : Léon Vandermeersch, *Wangdao ou la voie royale : recherches sur l'esprit des institutions de la Chine archaïque*, Paris, (École française d'Extrême-Orient, 1980), t. 2, pp. 11-18.t

⁸ L'étude novatrice et définitive sur cette question est Marianne Bujard, *Le sacrifice au ciel dans la Chine ancienne : théorie et pratique sous les Han occidentaux*, Paris, École française d'Extrême-Orient, 2000.

Le roi Shang avait des fonctions religieuses et guerrières. Il a des officiers, mais pour son service personnel (garder les tombeaux, diriger les ateliers de son palais, surveiller un de ses domaines). Ils n'interviennent pas dans la gestion de la société. Il n'y a aucune administration locale. L'avènement de la dynastie des Zhou vers 1100 avant notre ère introduit des changements importants. La société Shang était ethniquement homogène, à part quelques petits groupes, dont celui des Zhou qui leur enlèvent le pouvoir en s'alliant à d'autres ethnies variées. Le souverain Zhou inféode ses alliés comme des frères cadets, en donnant à leurs chefs le droit d'ériger un autel du dieu du sol subordonné à celui de la capitale dans un lieu donné où sera implantée leur maison seigneuriale.⁹ Il s'agit de terres déjà habitées. Dans la sphère supérieure de la société, celle des parents et alliés du souverain, le statut personnel de chacun est déterminé par le mandat (*ming* 命) qu'il reçoit qui précise sa charge dans les services religieux et militaires de la royauté, avec son rang. Le roi, investi par le Ciel (son mandat lui est donné par le Ciel *tianming* 天命), investit ses auxiliaires, qui investissent les leurs. Les formes nouvelles des cultes des ancêtres avec de petits et grands rites réunissent des groupes plus ou moins étendus et montrent aux participants leur place exacte dans la hiérarchie. Mais au-delà des quelques 50 fiefs autour de Luoyang, la capitale, s'étend une zone d'allégeance (*fuguo* 服国) peuplée de communautés variées, qui n'ont jamais été intégrées, et d'où vient l'affaiblissement de la dynastie.

Au VIIe et VIe siècle, la puissance du souverain Zhou s'efface, il ne garde guère que ses prérogatives religieuses. Le pouvoir politique et militaire est entre les mains des féodaux, qu'on appelle les hégémons, et qui se battent sans arrêt entre eux. C'est aussi une période d'extraordinaire création intellectuelle, riche d'innovation. C'est alors qu'apparaissent des lois écrites, un droit pénal gravé sur des chaudrons de bronze. On voit aussi apparaître un groupe social de lettrés, employés dans l'administration, occupés à former des disciples. Certaines seigneuries s'agrandissent en annexant leurs voisins. Elles se combattent – on les a appelées Royaumes combattants – et mettent en place des structures étatiques inspirées par le régime des armées, avec des fonctionnaires révocables, payés en grains. Parmi ces États, celui de Qin affirme sa supériorité, notamment militaire par une infanterie armée d'arbalètes doublée d'une cavalerie montée comme les nomades de la steppe. Il réussit à conquérir tous les autres royaumes. En 221, son souverain (Ying Zheng 嬴政, 259-210 a.J.C.) prend le titre de Premier Auguste Souverain *Shi Huangdi* 始皇帝, par référence aux souverains légendaires des Classiques, les trois Augustes et les cinq Empereurs (*san huang wu di* 三皇五帝). Auguste Souverain (*huangdi* 皇帝) est le titre qu'ont conservé les souverains chinois et que les langues européennes ont traduit par « empereur ».

Ce personnage a défini lui-même l'œuvre accomplie dans une longue inscription sur des stèles érigées sur son ordre dans tout l'empire, elle porte notamment ces mots :

⁹ « Accorder de construire » est le sens premier de *fengjian* 封建, le terme de cette époque que l'on traduit par « féodalité ». La subordination des autels à celui de la capitale était symbolisée par le fait qu'une motte de terre provenant de la terrasse de ce dernier était solennellement installée à l'emplacement du nouvel autel. L. Vandermeersch, *op. cit.*, t. 2, pp. 95-97.

« L'Empereur a réuni le monde... Il porte l'ordre dans la foule des êtres. Il examine et met à l'épreuve la réalité des faits. Chaque chose a le nom qui lui convient. »¹⁰ Un système rigoureux, clair et prévisible a donc été établi.

Concrètement, le Premier Empereur a supprimé les fiefs et divisé le territoire en préfectures et sous-préfectures dirigées par une administration civile centralisée. Il a divisé la population selon une organisation militaire en groupes collectivement responsables ayant le plein usage des terres moyennant impôt et corvée (les sujets n'ont pas la propriété car l'État peut toujours reprendre la terre). Il a unifié l'écriture, la monnaie, les poids et mesures. Il fait construire un excellent réseau routier. Il a fait brûler les livres jugés inutiles, et exécuter les lettrés jugés dangereux. Il a fait construire la Grande Muraille.

La dynastie des Han, qui s'établit en 206 avant notre ère, après la chute catastrophique du fils du Premier Empereur, et dure jusqu'en 220 de notre ère, a profité de l'unité créée. Elle donne à l'empire une expansion territoriale considérable. Elle rétablit les fiefs, puis très vite les limite et s'appuie sur les lettrés, qui élaborent alors une organisation et une doctrine générale d'administration qui sont restées l'orthodoxie, la référence, jusqu'à la fin de la monarchie impériale.¹¹

La nature réelle du pouvoir politique en Chine à l'époque impériale reste une question controversée parmi les historiens, les philosophes, dans l'opinion publique en Chine et à l'étranger. Depuis les années 1930 déjà, des historiens et penseurs chinois montraient qu'il existait une division du pouvoir, des contre-pouvoirs et un équilibre qui à certaines époques méritait même le nom de « démocratie ». Le débat continue, soit par désir d'opposer un despotisme raisonnable à la cruauté arbitraire des dictatures modernes, soit dans l'idée de prouver que la pensée confucéenne est un parfait garant des droits de l'homme et de l'intérêt général, et que le dogme, répété par Mencius et beaucoup d'autres, selon lequel « le peuple est la base de l'État » (*min weibang ben* 民惟邦本)¹² en a toujours été l'expression théorique et la réalité concrète dans la civilisation chinoise .

Une fois l'empire créé, les lettrés ont produit une énorme littérature sur le gouvernement (son organisation, son fonctionnement, ses méthodes, son exercice, ses

¹⁰ Le texte a été recueilli de son vivant sur des stèles par l'historien Sima Qian (司马迁, 146-85 av. J.C.), et reproduit dans ses *Mémoires historiques* (*Shiji* 史记). La traduction est celle de Edouard Chavannes, *Les mémoires historiques de Se-ma Ts'ien*, (Paris, E. Leroux, 1897), t. 2, pp. 186-188, mais j'ai remplacé par « L'Empereur » l'expression « le souverain empereur » utilisée par Chavannes pour traduire le mot *huangdi* dans le texte. Dans la première phrase, le terme que Chavannes traduit par « le monde » est *yu* 宇, qui désigne l'univers entier, tout l'espace.

¹¹ Pour une comparaison érudite entre la fondation de l'État dans le Proche-Orient ancien, en Chine, en Grèce, à Rome et dans l'Europe médiévale, voir Jean Dauvillier, « Aux origines des notions d'État et de souveraineté sur un territoire », in *Mélanges offerts à Paul Couzinet*, Toulouse, Université des sciences sociales, 1974, pp. 153-221.

¹² La citation se trouve dans le *Shang shu* 尚书 ou *Shujing* 书经 (Classique des histoires), partie 2 (Annales des Xia), chapitre 3 (Chant des cinq fils), verset 4. Mencius, au livre 7, chapitre 2, verset 14, déclare : « Le peuple est le plus important, les autels protecteurs de la terre et des grains viennent ensuite, le souverain est de peu de poids, aussi la dignité impériale se gagne par la faveur du peuple des campagnes (*min wei gui, sheji ci zhi, jun wei jing*. *Shi gu de hu qiu min er wei tianzi* 民为贵，社稷次之，君为轻。是故得乎丘民而为天子).

résultats, les moyens de le conserver), mais ils s'interrogent très rarement sur la nature et le fondement même du pouvoir. Le pouvoir impérial tel qu'il s'établit en 221 et perdure jusqu'en 1911 est le résultat de pratiques et d'idées élaborées avant l'instauration de l'empire unifié, dans la période de liberté et d'expérimentation du VIIe au IIIe siècle avant notre ère. Or la réflexion de cette époque a accordé beaucoup de place à la culture personnelle, l'amélioration de soi, mais elle ignore totalement la notion de droits subjectifs et de liberté des personnes. La conception politique qui s'impose alors est un pouvoir intégrateur, total (pas seulement sur ce que nous appelons aujourd'hui politique), indivisible, absolu et souverain, appartenant exclusivement au souverain en personne, qui de ce fait, est à part, au-dessus des autres êtres.

Même si dans la réalité, il y a eu pléthore d'empereurs faibles ou incapables, de ministres, concubines et favoris influents, d'usurpateurs, cette conception du pouvoir politique n'a jamais été mise en question jusqu'à la réflexion sur la pensée et les pratiques occidentales à partir de 1860. Tout au plus, de très rares esprits non-conformistes, comme Huang Zongxi (黄宗羲 1610-1695), ont proposé de se passer d'un souverain, à cause des désastres qu'engendrait le chef unique, mais sans concevoir vraiment un nouveau système de gouvernement. Toutes les formes spéciales de respect rituel dû à l'empereur ont été observées jusqu'à l'abdication impériale de 1912.

L'idée-force qui a présidé à la création et au maintien du pouvoir impérial est l'idée d'unité, d'unification nécessaire car conforme à l'ordre du monde, à sa vie, à son mouvement. Cette croyance s'exprimait dans le culte rendu au Grand Un (Tai Yi 太一). Il s'agit de l'univers entier. Dans les mots chinois du politique, cette idée d'unité est le *da yitong* 大一统, la Grande unification, l'exercice d'un pouvoir unifiant qui rassemble tous les territoires. *Tong* 统 est l'extrémité extérieure du fil d'un cocon de soie, d'où l'idée de continuité et unification ou intégration : c'est une sorte de gigantesque emboîtement.

Cette unité de l'univers fait que le pouvoir ne peut être que tout entier concentré dans la personne du chef : « il n'y a qu'un soleil », dit Confucius. Le chef est chef par son *de* 德, terme dont le sens à l'ambivalence de *virtus* en latin ; en l'occurrence, il ne s'agit pas tant de moralité que de la puissance qui découle de sa fonction de chef et qu'il transmet à l'héritier qu'il désigne. Le problème de la légitimité ne se pose qu'en cas de chute de la dynastie, et dans l'esprit de sujets qui étaient loyaux à la dynastie tombée.

À l'idée d'unité est liée celle que l'empereur est propriétaire de tout le territoire et de toutes ses ressources matérielles, ses mines, ses bois, ses eaux, dont il peut disposer à son gré.

Son pouvoir est indivisible, souverain, sans aucun partage, sans aucun rival. Toutes les écoles de pensée sont opposées à l'idée de pluralité du pouvoir. Il existe de multiples maximes en ce sens. Outre celles sur le soleil et la lune, chacun unique dans le ciel, une autre très répandue déclare : « s'il y a une seule source d'autorité, l'ordre règne, s'il y en a deux, c'est le désordre ». C'est la théorie de la source unique, *yi yuan lun* 一元论, autre mot chinois du politique, ainsi que *zhi* 治 (règne de l'ordre : la partie gauche du caractère figure l'eau, la partie droite désigne parfois des étoiles de la Grande Ourse mais est ici phonétique, il s'agit surtout de « faire couler » les choses humaines) et son opposé, *luan* 亂, le désordre (le caractère *luan* figure des fils de soie embrouillés dans un cadre suspendu au mur). La doctrine de la source unique du pouvoir s'applique au monde entier, et cette source est naturellement le Fils du Ciel. Curieusement, sauf Huang Zongxi, cité plus haut, jusqu'à la fin du XIXe siècle, aucun penseur chinois n'a réfléchi sur le désordre que pouvait apporter une source d'autorité unique. Il faut aussi contester l'opinion de beaucoup d'auteurs étrangers, notamment juristes,

qui assurent qu'avant les conflits du XIXe siècle avec les puissances occidentales, la Chine aurait ignoré la notion de souveraineté. Le pouvoir impérial a toujours été souverain avec tous les attributs de la souveraineté, reconnu et voulu comme tel. Ce pouvoir était défini comme *zhuquan* 主权 (pouvoir du maître, du chef), terme qui, aujourd'hui encore, désigne la souveraineté. Simplement, les Chinois n'admettaient l'existence d'aucun autre pouvoir ou État souverain ; ils ne concevaient qu'une souveraineté universelle, pas une souveraineté internationale, soit la coexistence d'États également souverains, configuration dont ils avaient éprouvé les inconvénients au temps des Royaumes combattants (475-221 av. J.C.).

L'empereur concentre tous les pouvoirs et les contrôle entièrement : l'armée qu'il commande lui-même, la justice dont il nomme tous les officiers et décide de toutes les peines capitales. Il est seul détenteur du pouvoir de décision. Il décide de tout, seul et sans appel. L'appareil d'État n'est en réalité que son instrument, qu'il peut casser, changer, renvoyer à sa guise.

En effet, la suprématie absolue de son pouvoir est en réalité une transcendance. Les rites qui l'entourent ne s'appliquent à personne d'autres. Il est le maître de toutes les hiérarchies dans la société, y compris celles des clans familiaux. Il peut les modifier à sa convenance, mais il est supérieur à elles et n'appartient à aucune. Certains confucéens prétendent qu'il est le plus haut gradé de la hiérarchie civile, mais tel n'est pas le cas. C'est lui qui change toutes les hiérarchies et les décide. Beaucoup de souverains se plaisent à s'ajouter des titres. Les oppositions au sein de la bureaucratie, les cliques, les lois, les règlements n'ont jamais mis en cause ni n'ont réellement limité le pouvoir impérial dans son principe. L'évolution historique a renforcé le principe monarchique jusqu'en 1900.¹³

Deux observations doivent encore être ajoutées. La première est que dans l'exercice du pouvoir impérial, il existe une sphère supérieure très organisée et réglementée, celle d'un monde officiel et urbain, et une sphère inférieure des communautés locales, qui vivent selon leurs coutumes, qui se gouvernent elles-mêmes avec peu d'interférence des autorités si elles paient régulièrement l'impôt. À leur intention, le *Saint Edit* (*Sheng yu* 圣谕), une sorte de code des devoirs et obligations de tous les sujets impériaux a été rédigé par l'empereur Kangxi en 1670, en 16 maximes de 7 caractères chacune. Une édition commentée en langue vulgaire a été composée par son fils Yongzheng en 1724.¹⁴ Il était affiché partout, lu et commenté régulièrement dans les réunions de village, texte obligatoire aux examens civils et militaires. Tout le monde le savait par cœur, comme la référence d'une moralité privée dans la famille et publique dans la communauté d'habitant et l'État. Par transmission familiale, ces maximes restent encore une des sources de la sagesse populaire.

Une autre observation est que la pratique de la politique telle que l'exerce l'empereur ne réside pas dans l'initiative, l'exécution, la réalisation, mais dans un art des stratagèmes, de la consultation multiple, qui donne à beaucoup de conseillers l'illusion de la puissance, et qui a pour but d'exercer sa domination de manière insensible mais certaine,

¹³ L'analyse et la démonstration du substrat du pouvoir impérial au cours des siècles ont fait l'objet de nombreuses études de l'historien Liu Zehua 刘泽华, voir notamment « 王权至上观念与权力运动大势 » (*Wangquan zhishang guannian yu quanli yundong dashi* : Le concept de suprématie du pouvoir du souverain et la tendance générale de l'évolution du pouvoir), in Liu Zehua 刘泽华, *Xi er zhai wengao* 洗耳斋文稿, (Pékin, Zhonghua shuju, 2003), pp.308-331.

¹⁴ Traduction française annotée de Théophile Piry, *Le Saint Édít : étude de littérature chinoise*, Shanghai, Bureau des statistiques : Inspectorat général des douanes, 1923.

toujours aux moindres frais, sans grever le trésor, sans recourir aux armes, en rendant la violence inutile. C'est ce que notre confrère correspondant Jean-François Billeter nomme la nature « stratégique » du génie politique et de l'esprit chinois.¹⁵ Dans les mots, un terme clé est *quan* 權, le pouvoir, qui désigne à l'origine la balance, du genre de notre balance romaine, où pour savoir le poids d'un objet suspendu à une extrémité d'une tige, on déplace un contrepoids le long de cette tige graduée (mais la partie droite du caractère, qui désigne un héron, un oiseau avec une crête qui crie, serait phonétique). Le mot a aussi le sens abstrait de savoir peser les circonstances, apprécier ce qui donne le meilleur résultat et évite les dommages, régler, ajuster, équilibrer, mais comporte cependant un bâton. Dans les Classiques, le mot est employé au sens propre et au sens figuré. Un autre terme est *shi* 勢, plus subtil, qui désigne l'ascendant, la compétence, l'influence, c'est la force appliquée à une profession (la partie supérieure du caractère désigne l'agriculture : manier des tas de terre avec ses mains ; la partie inférieure est la force, l'effort). *Wei* 威, la majesté, le prestige (le caractère combine la figure d'une blessure causée avec une lance et celle d'une femme), c'est une autorité qui en impose, inspire la révérence et terrifie.

Bien que le confucianisme des Han ait tranché en faveur de la dimension externe de la royauté (*wai wang* 外王) – autorité, normes institutionnelles-, aux dépens de la dimension intérieure de la sainteté (*neisheng* 內聖) – introspection, valeur personnelle-, que privilégiait Mencius, il est toujours resté dans la pratique des empereurs et dans le consentement de leurs sujets une tension entre les deux justifications du pouvoir.

2. Des innovations autocratiques à un nouveau type d'hégémonie personnelle en République populaire de Chine

La révolution de 1911 a aboli le principe monarchique. Yuan Shikai, président de la nouvelle république a tenté en vain de le rétablir en se faisant proclamer empereur en 1915. Une restauration monarchique en faveur de la dynastie déchue a échoué en 1917. Chiang Kai-shek s'est efforcé de reconstituer à son profit un pouvoir central unique et fort, mais les effets de la seconde guerre mondiale ont ruiné ses espoirs. L'avènement de la République populaire de Chine en 1949 a-t-il introduit un nouveau régime de pouvoir politique, faisant fi des principes anciens ?

Napoléon III écrivait en 1839 à propos du passage du consulat à l'empire :

« Autant autrefois l'opinion publique avait réclamé l'affaiblissement du pouvoir, parce qu'elle le croyait hostile, autant elle se prêtait à la renforcer, depuis qu'elle le voyait tutélaire et réparateur. »¹⁶

C'était bien l'état d'esprit d'une majorité des classes instruites en Chine en 1949 dans un pays saigné à blanc par de longues années de guerre et une inflation galopante. Toutefois, comme faisant écho à un avertissement de Sieyès à la Convention qu'en matière de gouvernement et de constitution politique, « l'unité seule est despotisme »¹⁷, la direction du parti communiste, qui venait de prendre le pouvoir par les armes se prêta à partager ce pouvoir avec d'autres forces politiques et à mettre sur pied une « unité organisée », comme

¹⁵ Jean-François Billeter, *Chine trois fois muette*, (Paris, Éditions Allia, 2000), pp. 119-121.

¹⁶ *Des idées napoléoniennes*, par le prince Louis-Napoléon Bonaparte, (Paris, Paulin, 1839), p. 164.

¹⁷ Sieyès, Discours à la Convention du 2 Thermidor an III (20 juillet 1795).

le préconisait Sieyès, avec des contrepoids au moins apparents. En entrant dans Pékin en 1949, Mao Zedong disait qu'il allait « passer l'examen »¹⁸. L'examineur était l'ensemble des forces non communistes avec lesquelles il fallait discuter le texte d'une constitution et leur représentation au sein du pouvoir pour obtenir une légitimité populaire et une légalité.

Le régime se donna une façade démocratique avec une séparation des pouvoirs, la participation de plusieurs partis (13) autres que le parti communiste siégeant dans une Conférence consultative politique, qui tint lieu d'assemblée législative jusqu'aux élections et à la constitution de 1954. Un Programme commun établissait les institutions d'État et le programme de gouvernement. C'était la sphère supérieure. Dans la sphère inférieure, l'organisation du parti et l'armée, qui en fait exerçaient le contrôle de l'administration locale, prenaient en main la population pour casser ses solidarités anciennes, par l'intimidation collective et au besoin la contrainte individuelle, pour cloisonner les gens par les « statuts de classe », leur empêcher les déplacements (par le système du *hukou* 戶口, statut résidentiel dans le lieu natal de la mère qu'on ne peut quitter sans autorisation spéciale et auquel sont limités tous les droits sociaux, y compris les rations alimentaires) et détruire préventivement toute opposition organisée. Au sein des institutions et des unités de travail en ville, des organes du parti ou de jeunes sympathisants surveillent la direction et la gestion. Les banques, les industries, les entreprises commerciales importantes sont nationalisées, les autres mises sous contrôle, ce qui fournit des emplois. L'armée et le parti comptent alors chacun 5 à 6 millions de membres. Toute la population est soumise à des sessions d'endoctrinement et à des campagnes de masse pour dénoncer et éliminer contre-révolutionnaires et ennemis de classe. La collectivisation se met en place dans les campagnes. Les mécontentements éclatent lors des Cent Fleurs en 1956. La réponse est une répression féroce qui réduit au silence, sous l'emprise de la terreur et de la censure, toute la classe instruite. Les autorités sont alors lancées à tous les niveaux dans un engrenage de violence pour accélérer une industrialisation rendue à la fois plus difficile et plus urgente à cause de la rupture avec l'Union soviétique. Les trente millions de morts dans la famine de 1959-1960 apportent à peine une trêve dans la frénésie des records collectifs. La société est totalement asservie, les liens familiaux rétrécis et affaiblis par les contraintes du travail assigné par l'État.

Qui tient le pouvoir politique à ce moment-là ? L'appareil d'État n'est que l'instrument du parti communiste, sans pouvoir de décision autonome. Au sein du parti, le fonctionnement régulier des organes de décision est déjà compromis par l'ascendant que Mao Zedong y a pris comme président, avec le consentement d'une majorité, et par les réseaux personnels qu'il anime et autour desquels se groupent des éléments frustrés de la bureaucratie et de l'armée.

Je n'ai pas le temps ici de retracer les étapes par lesquelles le pouvoir chinois, dont les détenteurs ont assez fortement varié du fait de morts naturelles ou d'assassinats plus ou moins déguisés, a successivement ou concurremment joué sur une relation de puissance, sur une relation d'autorité assise sur la fascination exaltée et même un culte avec autels, puis sur une relation de direction étayée par la compétence au cours de cinquante années de luttes complexes et mouvementées.¹⁹ Il faut noter, quand même, qu'entre 1967 et 1969 (9^e congrès),

¹⁸ Zhou Ruijin, *op. cit.*, p.1. Allusion à l'examen dit du « doctorat » que tous les candidats devaient passer à Pékin, et réussir pour accéder éventuellement à la fonction publique au niveau le plus élevé.

¹⁹ On trouvera des aperçus très pertinents dans Jean-François Billeter, *op. cit.*, pp. 44-68, et dans son dernier livre, *Pourquoi l'Europe. Réflexions d'un sinologue*, (Paris, Éditions Allia,

le parti communiste n'existe plus, sauf un petit groupe à l'échelon suprême dirigé par Mao, et qu'aux niveaux inférieurs, c'est l'armée ou des groupes hétéroclites intronisés par elle ou par le groupe central de Pékin, qui dirigent et animent. Le changement vers un pouvoir de la compétence technique s'effectue à partir de 1977 par une coalition de grands commandants militaires et hauts dirigeants civils. Pour le congrès de 1982, un de ces dirigeants est chargé de fournir une liste de 1000 diplômés d'enseignement supérieur qu'on puisse faire siéger au congrès puis faire grimper dans la hiérarchie. Parmi eux se trouvaient Jiang Zemin et Hu Jintao, assez vite promus à la tête du parti. Pour le congrès de 1987, c'était une liste de 1000 enfants d'anciens dirigeants du parti qu'il fallait fournir. Parmi eux, un certain nombre ont refusé une carrière politique, préférant d'autres voies plus lucratives et moins dangereuses.²⁰

Dans la période de 1978 à 2012, le fonctionnement des instances dirigeantes du parti s'est normalisé et a suivi des règles claires et respectées. En revanche, la vie des cellules de base et leur rôle dans la société ou dans la vie des entreprises a considérablement diminué à partir de la fin des années 1990. Dans le même temps, le développement économique faisait naître une classe aisée, souvent employée dans des entreprises privées sans aucun lien avec le parti. Dans les quartiers urbains, les gardiens d'îlots n'avaient plus de rôle politique ; il leur restait seulement une fonction assez méprisée de police de proximité en liaison avec le poste de police du quartier. Dans les campagnes, la privatisation des exploitations agricoles enlevait leur importance aux cadres du parti. Une grande partie de la société échappait complètement à l'emprise du contrôle du parti, à sa hiérarchie, et s'atomisait. Même la famille tendait à perdre sa structure hiérarchique du fait de la politique de l'enfant unique. La société connaissait, sous toutes sortes d'aspects – art, culture, loisirs, travail – un réel élargissement de son espace de liberté, saisi par de multiples associations et groupements spontanés en vue des activités les plus diverses.

Depuis l'élection de Xi Jinping comme secrétaire général du parti au 18^e congrès de 2012, on assiste à un tournant avec l'hégémonie montante d'un dirigeant unique suprême, délié des règles ordinaires. On a entendu d'abord, dès 2013, un nouveau discours, qui portait au premier plan la sécurité de l'État à l'intérieur comme à l'extérieur, non plus le développement économique et la stabilité. Une Commission de sécurité nationale était créée, chargée de coordonner l'action de toutes les agences chargées de la gestion des crises. Les appareils des différentes forces ordinaires et spéciales de sécurité, d'espionnage et contre-espionnage ont été épurées, réorganisées et renforcées à l'intérieur et partout à l'étranger, avec des moyens abondants et d'avant-garde. 11 domaines d'investissement sécuritaire font l'objet de politiques publiques actives depuis 2014.²¹ Construire une menace externe permet à la fois d'agir en interne sans aucune limite juridique contre des individus devenus indésirables, et aussi de justifier toutes les aventures extérieures. À ce discours sécuritaire s'ajoute de la part de Xi Jinping lui-même, depuis 2008 déjà, un discours sur le déclin de l'Occident, affaibli par une crise économique et sociale profonde et une idéologie décadente, déclin qui annonce le retour de la Chine comme pôle mondial unique.

2020), pp. 25-66. Pour le détail des événements, le récit le plus complet reste Jacques Guillermez, *Le parti communiste chinois au pouvoir*, Paris, Payot, 1979, 2 vols.

²⁰ Selon une confidence de Li Rui 李锐 (1917-2019) à un diplomate d'un pays de l'Europe de l'Est. En 1982, Li Rui était chef du Bureau des jeunes cadres du Département de l'organisation du Comité central du parti communiste chinois.

²¹ Juliette Genevaz, *Le tournant sécuritaire du parti communiste chinois*, IRSEM, Note de recherche n°102, 8 juillet 2020.

Commencées dès son accession au pouvoir contre des chefs provinciaux rivaux réels ou potentiels, comme Bo Xilai, au nom de la lutte contre la corruption, les purges politiques ont atteint un nombre considérable de personnages dans tous les appareils, plusieurs millions, et des milliers saisis à l'étranger, certains très puissants, punis de lourdes peines dans des procès le plus souvent opaques. Il est vrai que la corruption généralisée met en péril la légitimité du parti et que ces condamnations ont certainement contribué à la popularité de Xi auprès d'une grande partie de l'opinion. Mais elles terrifient et paralysent, notamment dans les administrations locales, et freinent depuis plusieurs années déjà les initiatives de développement économique et la mise en œuvre de toutes les politiques publiques. Les purges sévères continuent et le secrétaire général de la Commission centrale du parti aux affaires politiques et juridiques a annoncé tout récemment qu'on allait « gratter le poison jusqu'à l'os ».

Le chemin suivi n'est pas celui de Pascal, c'est nettement la force sans la justice, et des plus tyrannique. À l'égard des minorités agitées, le gouvernement pratique la tactique de contre-insurrection qui avait été inventée par les Japonais pour pacifier les Aïnous à Hokkaido. Ils l'avaient transposée en Chine pour endiguer les guérillas communistes. Elle a été ensuite imitée par Anglais, Français et Américains sur divers terrains. La tactique consiste à ce que l'État dispense les biens essentiels de la modernité (sécurité, éducation, santé, un peu de capital) à une petite population très concentrée, contenue dans un espace construit comme l'antithèse aux promesses incertaines de l'insurrection. La soumission devient dès lors un acte modernisateur. Envers le milliard de Chinois dont les revenus restent faibles et souvent aléatoires ou anéantis du fait de la pandémie et du ralentissement du commerce international, la situation est plus difficile. L'an dernier, pour disperser les manifestations de vétérans protestant un peu partout dans le pays contre le niveau dérisoire de leur pension, la tactique était seulement de distribuer de grosses enveloppes à quelques meneurs pour qu'ils dissuadent la troupe. La politique d'aide à la grande pauvreté achoppe sur la paralysie de la bureaucratie.

Le parti dans ses hautes sphères a la main sur l'économie d'État, qui comporte beaucoup d'entreprise médiocres en déficit chronique, mais aussi les très grosses firmes de l'énergie, des communications et des secteurs stratégiques, dont les bénéfices et les moyens sont énormes, et dont les dirigeants viennent des familles de tout le personnel politique haut placé. La collusion est totale, et continuera. Xi Jinping a fait rediffuser récemment un discours de 2015 où il affirmait l'attachement inébranlable à l'économie politique marxiste, le maintien de la position dominante de la propriété publique et du rôle dirigeant de l'économie d'État. On ne doit pas marginaliser le marxisme, déclare-t-il.²² L'économie d'État, il est vrai, est en Chine une soupape utile pour éviter l'explosion trop violente du chômage. On peut y augmenter les effectifs facilement, à coût réduit, et y tenir en respect les travailleurs les plus indociles. Elle a déjà souvent servi à cette fin. Mais c'est le secteur privé qui procure 80% de l'emploi, la moitié du revenu fiscal, 60% du PIB, 70% des innovations, et compte 90% des entreprises.²³

En novembre 2019, le 4^e plénum du 19^e Comité central avait annoncé la modernisation du système et de la capacité de gouvernance chinois sous le slogan « le règne

²²Le discours a été republié dans la revue doctrinale du Comité central du parti communiste chinois *Qiushi* 求是 (Recherche de la vérité), 16 août 2020.

²³*South China Morning Post*, (Hong Kong), 31 août 2020, article de Wang Xianwei, ancien rédacteur en chef du journal.

bienfaiteur de la Chine » (*Zhongguo zhi zhi* 中国之治), se référant au souvenir laissé dans l'histoire par le règne de Taizong des Tang (626-649) (*Zhenguan zhi zhi* 贞观之治). On envisageait une réduction de l'appareil central à 600 fonctionnaires au lieu de 2000, des réductions aussi dans les divisions de l'administration locale. On vantait aussi la frugalité de l'empereur.²⁴ Jusqu'à présent, le seul effet de ces annonces a été un ordre de réduire le nombre de plats dans les repas officiels et de surveiller le gaspillage alimentaire. On constate en tout un retour à des références nationales pour lutter contre les idées d'individualisme et de liberté et prôner la version la plus conservatrice et moralisante du confucianisme. La censure sur les écrits et les publications est d'une sévérité redoutable. On a introduit des organisations du parti obligatoires dans les entreprises privées, et des systèmes de quartier pour obliger tous les habitants à recevoir une instruction politique régulière. L'endoctrinement systématique et le contrôle de toutes les communications privées s'exercent avec la plus grande rigueur, outre l'usage de tous les systèmes électroniques de traçage de la population urbaine, et la répression politique implacable contre des opinions indépendantes, travesties en haute-trahison. On organise et encourage la surveillance et la dénonciation sur les lieux de travail, à l'école et à l'université. Du temps de Mao, une partie de la propagande à l'intention des grandes villes se déroulait dans des Palais de la culture. Depuis deux ou trois ans, les municipalités ont ordre de bâtir à grands frais, en principe dans chaque quartier, des « centres de service parti-masses », où l'on peut effectuer les démarches administratives courantes, trouver presse et information officielles sur papier et en ligne, organiser des réunions du parti ou d'associations, et surtout recevoir régulièrement une instruction politique. Pour attirer le public, ces centres comportent également salons de coiffure, instituts de beauté, massages, restaurant, cours de calligraphie, de boxe, de danse, de musique et des salles de sport, qui en sont les parties les plus fréquentées.²⁵

Le rôle dirigeant du parti communiste est inscrit dans la constitution, l'État n'en reste que l'instrument. Mais qu'est-ce exactement que le parti communiste chinois aujourd'hui et qui détient le pouvoir en son sein ? Le parti a 90 millions de membres dont le niveau d'éducation s'est beaucoup élevé. Il reste très sélectif, ne recrute qu'un candidat sur dix, affirme-t-il. Le pouvoir politique reste au sommet. La compétence technique de très haut niveau caractérise son personnel, qui reste filtré par un système très rigoureux. Mais la collégialité organique qui avait été de règle entre 1978 et 2012 semble beaucoup moins effective aujourd'hui. En arrivant au pouvoir, Xi Jinping s'est constitué des équipes personnelles extérieures au gouvernement et au parti, ce qui n'est pas nouveau : c'était pratique courante sous l'empire, Zhou Enlai avait les siennes, comme Mao. Mais celles de Xi ont pris une grande envergure et sont devenues de véritables institutions doublant celles du parti et de l'État, comme l'empereur avait ses eunuques. Xi a veillé jalousement, en parallèle, aux nominations dans les postes civils et militaires. Il s'est constitué un vaste réseau solide qui peut lui permettre de changer les règles et briguer un nouveau mandat. Il lui manque encore le titre de président du parti, aboli depuis 1982. Mais il n'est jamais certain que les obligés demeurent fidèles, surtout lorsqu'ils sont à la tête de vastes provinces dont les intérêts locaux ne convergent pas toujours avec ceux de leurs voisins ou les vues et exigences du gouvernement central.

²⁴ Communiqué du 4^e plénum du 19^e Comité central du 31 octobre 2019, publié dans le *Quotidien du peuple* (*Renmin ribao* 人民日报), 5 novembre 2019.

²⁵ « The red front-line », *The Economist*, 12 septembre 2020, p. 48-49.

Quelle est l'emprise réelle de ce retour à l'autocratie totalitaire sur la population ? On a des échos de fortes réserves parmi le haut personnel du parti, de l'État, comme des affaires, mais la terreur règne. Les divergences, publiques ou non, sont écrasées sans merci. Le désarroi des petites gens et familles modestes qui voient que l'argent est le seul critère de valeur pour juger les individus et les familles dans un système qui se dit marxiste et maoïste, sans qu'on ne s'interroge jamais sur l'origine des fortunes accumulées est désormais profond.²⁶ Les gens ne comprennent plus la société dans laquelle ils vivent. Beaucoup de jeunes s'étourdissent de musique et de bizarreries. Dans les milieux intellectuels règnent la résignation ou le cynisme. On ressent l'enfermement dans un monde clos. Mais le pêcheur de Chongqing auquel on enlève son gagne-pain en lui interdisant de continuer à pêcher dans le fleuve à cause d'un barrage à construire répond calmement : « Si l'État me dit de ne plus pêcher, je ne dois plus le faire ».²⁷ Un seul chef au sommet auquel on obéit, c'est encore la vision de beaucoup de gens, malgré tout ; une sorte de pôle auquel ils se raccrochent ; un père. D'ailleurs Xi Jinping se fait appeler « Xi Dada », c'est-à-dire « Papa Xi ».

Le renouveau autoritaire a-t-il donné les preuves de sa supériorité pendant la pandémie du Corona virus ? C'est ce que clame la propagande chinoise, et comme tous les médias étrangers sont interdits au citoyen chinois ordinaire, elle n'a donné sur la pandémie à l'étranger, spécialement en Europe et en Amérique du Nord, que les informations montrant l'incapacité occidentale à gérer la crise et les progrès ravageurs du virus. Les témoignages individuels des Chinois sont beaucoup moins admiratifs. L'opinion générale est que toutes les statistiques publiées sont fausses, que les mesures prises ont été extrêmement pénibles à supporter, pas forcément efficaces et que, surtout, les débuts ont été très mal gérés. L'état des hôpitaux n'est pas brillant. En 2017, l'Association des médecins chinois se plaignait que dans l'année les 2/3 des médecins avaient été agressés par leurs malades ou leurs familles. En 2016, 0,2% des médecins des hôpitaux de sous-préfecture (circonscription qui compte en moyenne 500 000 habitants) avaient fait 3 ans d'études médicales ou plus. On n'arrivait pas à trouver des médecins pour les sous-préfectures. Beaucoup de malades en province n'ont certainement pas été soignés ni comptés. Il faudra sans doute encore longtemps pour savoir la réalité. Le sujet de l'épidémie est très fortement surveillé sur les réseaux sociaux chinois et les messages jugés dangereux immédiatement supprimés.²⁸ On a annoncé un vaccin au point dès le 15 août, mais depuis assez peu de nouvelles.²⁹

Ce qui est certain est que l'épidémie a permis de perfectionner encore la surveillance sociale. Le code de santé est désormais obligatoire par une application sur smartphone dans tous les transports urbains ou autres. Les 496 millions de Chinois qui n'ont ni portable, ni tablette, ni ordinateur ni internet sont tout à fait exclus. En région urbaine, 40%

²⁶ « Rencontre avec Isabelle Thireau : les couloirs de la confiance », *La Cause du désir*, n°105, juin 2020, pp. 122-134, sur ses récentes enquêtes parmi la population de Tianjin.

²⁷ « Up the river », *The Economist*, 11 janvier 2020, p. 48.

²⁸ *South China Morning Post*, 2 septembre 2020, article de Josephine Ma sur le mécontentement dans les milieux hospitaliers à Wuhan.

²⁹ *South China Morning Post*, 15 août 2020, annonce du vaccin, et 23 août 2020, article d'Alice Yan, de Shanghai, rapportant que le vaccin fabriqué par le groupe Sinovac Biotech était validé depuis le 22 juillet et utilisé pour le personnel des hôpitaux et celui du contrôle des frontières.

des habitants n'utilisent pas internet, 60% en région rurale, bien que théoriquement la fibre ou la 4G couvrent 98% des habitants.³⁰

Conclusion

L'idée de l'empereur au-dessus des hiérarchies et maître absolu et unique de ces hiérarchies n'a certainement pas quitté l'imaginaire chinois. L'orientation économiste, et foncièrement néo-libérale en cette matière seulement, qu'a prise la politique du parti communiste chinois contribue à perpétuer cette conception du pouvoir en perpétuant des hiérarchies très marquées, en laissant aujourd'hui moins de place que par le passé au renouvellement régulier des élites qui autrefois faisaient accepter le système.

Dans l'arène internationale, un tel système, quelle que soit sa masse, peut difficilement commander des normes recevables par tous. Il est impératif de négocier avec lui, pour obtenir que de l'intérieur de son appareil se mette finalement en place un système plus adapté au monde d'aujourd'hui et correspondant à l'évolution actuelle de sa société.

On doit garder à l'esprit que la continuité avec les temps impériaux peut être parfaite dans le discours, mais que dans la réflexion de nombreux Chinois il n'est plus admis, et que la société qui le supportait n'a pas fini de changer.

³⁰ *South China Morning Post*, 2 juillet 2020, citant les chiffres officiels du China Internet Network Information Centre.